

## **EUROPÉENISME ET AUTOCHTONISME EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE: DE LA GUERRE FROIDE À LA GUERRE CHAUDE**

Catherine Durandin

La formule du retour aux nations et aux nationalismes vint en 1989-1990 s'appliquer au nouvel état des lieux qu'engendra dans l'ex-empire soviétique la fin du communisme.

La lecture des nationalismes qui s'expriment contre l'hégémonie impériale soviétique est confuse; une certitude s'affirme pourtant, celle de l'émergence de la vérité et de la spécificité des peuples contre l'uniformisation imposée par le modèle soviétique. La première approche d'interprétation proposée du nationalisme est celle de l'autochtonisme: le concept englobe les notions d'indigénisme, recouvre les valeurs d'appartenance ethnique et historique dans leur spécificité spatiale et temporelle, et implique l'image de racines fondant les capacités de résistance. Aux lendemains de la guerre froide, l'écroulement d'un système impérial autour de la direction soviétique, la fin du Pacte de Varsovie qui depuis 1955 signifiait idéologie et puissance des armes et affirmait la victoire inéluctable du socialisme internationaliste, le ressurgissement des identités nationales autochtones fut salué à l'Ouest avec émotion: chaque peuple, à l'instar du peuple allemand qui décidait de sa réunification, retrouvait le droit d'exprimer sa volonté nationale et de balayer les contraintes imposées par des systèmes politiques qui puisaient leur origine et leur légitimité à l'extérieur. L'Ouest européen, la France en particulier, se montrait d'autant plus émue que la renaissance des autochtonismes et des nations romantiques loignait le spectre d'un monde bientôt dominé par une forme américaine de l'universalisme: l'archaïsme des nationalismes renaissants était la garantie d'une résistance plurielle de cultures vraies contre les déferlements d'une culture marchande. Nous croyions être bouleversés par l'Est en tant qu'il révélait des destinées historiques récentes différentes des nôtres et des idéaux communs jusqu'alors interdits. Nous avons célébré de l'Est les seuls gestes qui nous convenaient, les actes qui nous ressemblaient, ce furent des retrouvailles, il restait à l'Est à franchir en un temps record les étapes qui feraient accéder des peuples victimes au statut d'européens et implicitement, de démocrates. La chute du Mur de Berlin renvoyait à des images de jeunesse pacifiste, Timisoara aux souvenirs des manifestations partisans de toutes les libérations du temps des décolonisations, l'on chantait en

mai 1990 Bucarest sur la place de l'Université "be happy, don't worry" et non du folklore roumain...

Ce retour des nationalismes eut plusieurs visages dont les traits se précisèrent dans les premiers mois de 1990: la libération d'un système à prétention internationaliste s'accompagna d'un retour de la Mémoire, d'une libération de la censure et des tabous idéologiques. La libération ouvrit les révélations sur les goulags, les répressions violentes de la période des années d'installation du système stalinien à l'Est. La clarification semblait proche, elle butait sur des contradictions non résolues. Parler en effet de retour de la Mémoire présupposait une unanimité dans la récupération de cette mémoire vraie, hors propagande, mais chacun savait que cette unanimité était fautive puisque se posait dans le même temps la question de l'épuration qui fracturait les sociétés est-européennes. Dans un premier temps, les nouveaux pouvoirs bloquèrent les spirales d'une épuration qui divisait et révélait des abîmes de haine. Ne sachant plus quelle était la voix légitime de la société, l'on se trouva acculé à s'interroger sur le lieu de la Nation: où situer cette nation renaissante et quand s'était-elle brisée? Revenir à la nation de l'avant communisme ramenait aux coupures violentes des années de la guerre et de l'avant guerre, à des fractures radicales qui cassaient les faux-semblants et les illusions de la nation retrouvée dans son unité. Retrouver les nations de l'avant communisme, c'était rattraper pour le devant de la scène les conflits inter-nationaux: les violences serbes et croates, les haines et les violences roumano-hongroises. Comment la nation pouvait-elle prétendre à l'unité alors que la société était très profondément divisée et où étaient les vrais peuples porteurs des vrais nations? De l'unanimité libératrice qu'eût été une simple histoire de décolonisation de "nations captives", l'on bascula dans le fractionnement, les conflits ouverts comme en Yougoslavie et dans l'ex-URSS, les conflits latents comme en Hongrie et en Roumanie. Tel serait le bilan tragique d'un réveil post-communiste des autochtonismes. La nation retrouvée, c'est-à-dire refondée dans l'urgence, n'était-elle pas par ailleurs le lieu idéologique idéal d'une fraternisation bien orchestrée ayant pour objet de faire oublier et de minoriser tous les ralliements et toutes les formes d'adaptations aux régimes déchus? Il y eut, en ce sens de l'instrumentation du nationalisme, des audaces politiques trop lourdes: lorsqu'en Roumanie, le Front de Salut National sorti des événements de décembre 1989 s'employa à célébrer la révolution comme ayant été le fruit de la solidarité entre l'armée et le peuple, les démocrates s'estimèrent joués et trompés au nom de la Nation, une Nation usurpée.

En contrepied de cette revendication de spécificité identitaire du sang et du territoire, de cet exclusivisme autochtoniste qui prétend à la longue durée et à une antique continuité pour échapper aux souvenirs des crises idéologiques internes, travaillent des nationalismes européenistes, occidentalistes. Le mélange des deux courants autochtoniste et européeniste, sous un même concept de nationalisme opposé l'impérialisme, a engendré les pires malentendus et bloque actuellement

toute réflexion ouverte sur la Nation: les formes du Politique sont bouleversées par la suspicion qui oppose démocrates et néo-communistes, les formes de la Nation sont préservées comme pour éviter d'ouvrir à la guerre intestine des espaces fragilisés par les guerres voisines inter-ethniques. Pour les adeptes d'une culture occidentale, au sens libéral de cet occidentalisme, la Nation est l'expression du peuple souverain, elle est issue d'un contrat de citoyenneté qui associe à la Nation la forme de l'Etat comme garantie des droits imprescriptibles de l'individu au sein de la collectivité. La Nation n'est pas le passé consacré comme vécu unanimiste et organique mais un projet nouveau à construire avec des individus déroutés et atomisés par l'anarchie qui résulte de l'écroulement des maillons de la société communiste dans le cadre d'institutions démocratiques. Ce nationalisme démocratique est une des formes de la culture contemporaine est et centre-européenne: il est pluri-ethnique, il s'est manifesté par exemple à Timisoara en décembre 1989 quand minoritaires hongrois et roumains dits de souche manifestaient ensemble pour crier le slogan de "Libertate". Ce nationalisme n'est pas la force gagnante: pèsent contre ce courant du nationalisme démocratique que défendait un Geremek par exemple les traditions populistes et fascistes de l'entre - deux-guerres, et le passé communiste très proche. Car, le nationalisme démocratique est dans la ligne de l'idéologie d'Helsinki, dans la mouvance des principes fondateurs de la CSCE, dans l'esprit de la Charte européenne des Droits de l'Homme. Ces fondements universalistes du Droit à la racine de la formation des partis démocratiques, inspireurs des nouvelles institutions pour des pays qui revendiquent un "niveau européen" et de satisfaire aux normes du droit européen, sont attaqués: le Droit universel est un droit de source occidentale; il est donc interprété comme un Droit imposé de l'extérieur. A Vienne, en juillet 1993, la conception des droits de l'Homme et du droit occidental est de nouveau attaquée au nom de la pluralité des cultures, au nom d'autres systèmes de valeurs que ceux que proposent les Occidentaux. Les partisans de la nation démocratique sont donc suspects d'être aliénés à l'étranger, sinon vendus à l'étranger. Le concept d'internationalisme est haï depuis la chute de l'internationalisme soviétique et toute solidarité trans-nationale est jugée la mesure de la valeur de référence qu'est la Nation c'est-à-dire condamnée. L'accusation de traîtres est adressée aux démocrates libéraux qui se voient reprocher d'être élitistes, intellectuels, coupés de la réalité populaire qu'ils ignorent et sont supposés mépriser: le clivage entre le vrai peuple des travailleurs et les occidentalistes pervers et décadents a été exploité très fortement en juin 1990 en Roumanie lorsque le gouvernement fit appel aux mineurs de la vallée du Jiu incarnant les travailleurs en colère pour régler à Bucarest leurs comptes aux intellectuels oisifs qui spoliaient le vrai peuple de sa révolution. Les slogans de la propagande électorale du Front en mai 1990 comme en septembre 1992 en Roumanie, à l'occasion des élections législatives de 90 et législatives et présidentielles de 92 allèrent dans le même sens: les partis démocratiques étaient accusés

de vendre le pays aux étrangers. Cette forme de nationalisme perdure puisque l'été 93 voit un refus du parlement roumain dominé par le FSDN et ses alliés socialistes et nationalistes de refuser une loi qui permettrait aux étrangers l'achat de terres en Roumanie. L'étranger soutenu par les occidentalistes est perçu comme menaçant: toutes les rumeurs le condamnent, il est suspect de toutes les machinations déstabilisatrices et les dirigeants s'appliquent à convaincre l'opinion que le mal est importé du dehors: économiquement, les conditions du FMI ligotent la Roumanie et seraient responsables de l'inflation, idéologiquement la décadence des mœurs est liée à l'invasion des modes et de l'argent corrompateur occidental, politiquement les diktats de l'Ouest imposent aux Roumains de respecter l'embargo contre l'ex-Yougoslavie: or cet embargo est coûteux, injuste, puisqu'il touche des populations innocentes et inefficace. Il engendre un risque d'extension de la guerre dans les Balkans aux dépens de traditions d'amitié entre la Roumanie et la Serbie: le 23 juillet 93, le journal "Armata României", journal de l'armée, publie un article argumenté contre cet embargo sous le titre: "l'embargo est-il une solution viable?" La crise de janvier 1993 fut, sur ce point, révélatrice: accusées de laisser violer l'embargo sur le Danube, les autorités de Bucarest se défendirent et le gouvernement fit appel à l'appui des pays participants à la CSCE et au Conseil de Sécurité des Nations Unies afin de recevoir les moyens techniques nécessaires à l'application des mesures d'embargo sur le Danube. L'opinion publique alertée par une presse alarmiste retint deux points: en cas d'intervention directe des Roumains contre les navires en infraction de l'embargo, il y aurait eu risque de guerre avec la Yougoslavie, le seul voisin avec lequel la Roumanie n'a jamais connu de conflit; il y avait un risque de déclenchement de catastrophe écologique. Il fallut la voix assez isolée d'un journaliste de l'hebdomadaire d'opposition "22" le 17 février 1993, Andrei Cornea, pour renverser les données du débat et expliquer que la vraie conduite démocratique supposait que les Roumains se considèrent comme acteurs à part entière aux côtés des Occidentaux et non comme simples objets d'une politique imposée: "Il est dans notre intérêt d'abord et non dans celui de l'Occident que la pratique de purification ethnique soit sévèrement sanctionnée, il est de notre intérêt et de celui du monde entier que les auteurs de crimes contre l'humanité soient châtiés".

La lutte entre autochtonistes européens/occidentalistes qui revêt aujourd'hui une signification politique précise a une histoire de longue durée. Les origines du débat entre autochtonistes et européens, débat identitaire, sont à chercher dès l'émergence des nationalités européennes au temps du printemps des peuples de 1848. Le modèle des révolutions libérales contre l'ordre de Vienne 1815 est la révolution de février 1848 en France qui réaffirme les principes de 1789: mais ce modèle est déjà dépassé au profit de la valorisation d'entités nationales fondées sur la reconstruction des langues et des histoires spécifiques. L'héritage de 1789 est adapté à l'assimilation du romantisme allemand qui, profondément, le conteste:

c'est-à-dire que droits de l'homme et droits des communautés nationales sont confondus<sup>1</sup>. La libération est voulue contre le droit /historique dynastique, contre l'entente entre des Princes aux dépens des nationalités. La confusion de deux héritages philosophiques, celui de la révolution de 1789 et celui du romantisme herderien s'opère autour de la notion de Peuple. La mystique des peuples s'accompagne d'une revendication des libertés fondamentales et de l'égalité entre les hommes, mais les crispations identitaires opposent les courants panslaves et pan germaniques tandis que les petites nations telle que la Hongrie et la Roumanie se débattent dans les contradictions entre la référence au droit historique qui les sépare et le credo anti-absolutiste qui les unit contre Vienne et Saint-Pétersbourg<sup>2</sup>. La confrontation européenisme/autochtonisme devient très claire dans les débats que soulèvent les négociations du traité de Versailles. Les nationalités, victorieuses ou défaites, se trouvent frustrées par les décisions des Grands dans la reconstruction de l'Europe sortie de l'écroulement des Empires. La logique du dessin des frontières ressort d'arguments qui mêlent le droit historique, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et les redistributions de puissance: les buts de guerre de l'Amérique et la volonté du président Wilson de fonder un droit inaugural sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux - mêmes sont pervertis par le poids du droit historique auquel se réfère Clemenceau: l'Europe n'est pas prête à abolir sa mémoire, les Français reprocheront à l'américain de n'avoir pas d'Histoire et l'américain butera en Europe sur les vastes cimetières. D'une certaine manière, l'impossible dialogue franco-américain est emblématique des impossibles dialogues entre les tenants européens de la SDN et les nations qui entendent être reconnues comme pleinement souveraines: cette souveraineté implique à leurs yeux le rejet des ingérences extérieures au nom d'un Droit qu'elles ne produisent pas. Entre les européenistes et les autochtonistes, le clivage se creuse: ces derniers ont le savoir historique et la fidélité; ils rejettent les impératifs étrangers leur histoire et traditions locales. L'autochtonisme, les populismes naissant en Europe du Centre-Est dans les années 1920 pour s'épanouir entre les deux guerres sont nourris d'un ressentiment profond contre le nouvel ordre mondial et européen, ordre hégémonique. La pensée autochtoniste exprime la vérité de la nation dans son archaïsme et va au delà: les autochtonistes dénoncent une oppression capitaliste qui s'attribue les ressources énergétiques et les matières premières des pays dominés, ruine les artisanats locaux, pervertit les moeurs et les formes familiales de vie, en imposant des modèles de développement et une hiérarchie des valeurs qui ne conviennent pas. La norme de civilisation est refusée, le droit à la spécificité culturelle revendiquée. La prétention des autochtonistes à puiser dans le capital des valeurs locales, paysanistes, innocentes dans cette innocence des temps antérieurs aux expansions du capitalisme sous ses formes marchande, industrielle et financière, est fallacieuse. Les tenants du populisme puisent à des sources et instrumentent des références extérieures communes: les ouvrages de Spengler ont, par

exemple, un écho important dans l'intelligentsia roumaine. Toutes les figures de l'anti-occidentalisme concourent à nourrir le discours mobilisateur de l'autochtonisme. Les plaidoyers sont antisémites, haine du cosmopolitisme et de la finance internationale se conjuguent. La mobilisation des intellectuels autochtonistes est dirigée contre le cartésianisme contre les faux semblants et la stérilité de la Raison. Toutes les formes de l'hégémonie sont dénoncées: l'impérialisme du Vatican, le prosélytisme des sectes protestantes sont insupportables aux nations orthodoxes. La vérité de la communauté est opposée à l'égoïsme de l'individualisme. Sans reprendre ici l'histoire des populismes de l'entre deux guerres, soulignons leur caractère trans-national: les plaidoyers insulaires ne se satisfont pas des sublimes locales et la certitude de l'émergence d'un nouvel ordre européen autour de l'Allemagne confère un poids, une légitimité à des penseurs et des politiques qui, dénonçant universalisme démocratique et internationale communiste, s'installent dans la grande fraternité fasciste: cette fraternité est idéologique et politique. Elle est monnaie lorsqu'il s'agit pour certains hommes politiques roumains d'aller chercher à Berlin les subsides nécessaires leur propagande. L'autochtonisme est un vecteur des politiques des droites extrémistes, anti-démocratique et anti-communiste.

L'on a voulu croire et l'on a pu croire que l'installation du système soviétique en Europe centrale et orientale avait éradiqué les expressions du nationalisme qu'elles relèvent de la philosophie libérale ou des traditionalismes versés dans le populisme fascisant. Cette analyse trop rapide vint soutenir la formule de retour de l'Histoire et du réveil des nations lors de la chute des régimes communistes. Un simple rappel de quelques moments de l'histoire des pays du bloc infirme cette hypothèse. Certes les modèles économiques et les normes stalinienne ont été installés chez tous les satellites soviétiques et l'Urss a formé les élites militaires, les agents de la propagande et de l'éducation. Il y eut un moule unique, une vision unique de l'Histoire, une appréciation unique de sa finalité, il y eut un camp organisé autour du centre Moscou. Mais ce camp est divers, et l'Urss confirme cette diversité par les tâches confiées au sein du bloc à chacun des partenaires tant sur le plan économique au sein du Comecon que sur le plan militaire au sein du Pacte. Il y eut une hiérarchie des mérites, une compétition et des concurrences au sein du bloc qui vont de l'exclusion des uns à la promotion des autres. Le débat est permanent comme le prouvent les positions respectives des partenaires au sein du Pacte. Les facteurs externes au bloc tel que la crise et le conflit sino-soviétique engendrent des fissures profondes et des tactiques de différenciation qui installent des espaces de relative autonomie sous contrôle. Les stratégies occidentales ont profité de ces failles et le grand jeu triangulaire entre Washington -Moscou et Pékin fut une des cartes maîtresses de la politique extérieure de Nixon/Kissinger. Enfin, les élites soviétisées, la direction des partis n'ont pas renoncé dès la mort de Staline à récupérer la spécificité nationale, le discours patriotique comme moyen de rallier

les masses au projet communiste. Il ne pouvait y avoir un maillage à tous les échelons de la société par le parti sans que le parti ne s'approprie la patrie. Sur ce terrain interne, la compétition patriotique joua donc un rôle important: les opposants au système furent qualifiés de fascistes manipulés par les forces étrangères, ils le furent en Hongrie en 1956, en Roumanie en 1988- 1989. Cette accusation de fascisme et donc ce renvoi à une internationale, étrangère au vrai patriotisme, qui est enracinée dans la mémoire communiste du XX-ème siècle depuis les années 1920, a une prégnance de longue durée et une portée idéologique qui se poursuit au delà de la rupture de 1989: évoquons simplement les assimilations Croates-oustachis opérées par les Serbes, évoquons encore la force des accusations de fascisme, le recours la dénonciation des Légionnaires chez les dirigeants de la Roumanie d'aujourd'hui, dénonciation qui catalyse les traditions de gauche contre le péril considéré comme suprême. La grande guerre du fascisme contre le communisme a marqué les mentalités collectives, l'installation du communisme fut une victoire contre le fascisme: quelles qu'aient été les divergences entre la ligne conservatrice maintenue par Ceausescu et la perestroïka avancée par la direction soviétique depuis 1985, c'est-à-dire qu'elle qu'ait été la gravité du conflit soviéto-roumain dans les dernières années du régime Ceausescu, le rappel de la lutte antifasciste commune était formulé à chaque anniversaire du 23 août 1944 et cela, jusqu'en 1989. Le nationalisme au service du parti ne signifiait pas nécessairement une volonté de dissidence des périphéries par rapport au centre comme certaines analyses occidentales l'ont cru: les périphéries se plaignaient du contrôle de Moscou sans pour autant souhaiter une évolution vers l'Ouest. Les camps idéologiques étaient clairement marqués quand bien même chaque camp vivait ses péripéties de discordes ou de crises. Le cas roumain est exemplaire de cette instrumentation du nationalisme au profit du socialisme comme si dans un pays de petite culture ou de culture périphérique qui porte depuis les années 1830 une interrogation identitaire angoissée et grandiloquente à la fois, la seule adhésion au socialisme et la seule lutte pour sa victoire ne pouvaient combler le doute identitaire: il fallait de plus que ce socialisme fut reconnu, qu'il fut exemplaire. Il s'affirma comme orthodoxe avec Gheorghiu-Dej contre les déviations hongroises et la Roumanie fit preuve d'une totale loyauté à l'Urss en 1956; il s'affirma comme excellence avec Ceausescu qui cherchait les voies du socialisme triomphant soit par l'habile récupération des *ost-politik* de l'Allemagne, de la France des années 1965-1975, soit par la fuite en avant dans un mélange l'insularité modèle et de solidarité avec le sud réprouvé, dans la fin de la décennie 1980. Briser le poids du marché, le contrôle de la valeur quelle fut marchande ou culturelle a été l'objectif de la politique économique qui visait à se dégager de la dette vis-à-vis de l'Occident<sup>3</sup> et de la politique culturelle dite protochroniste qui tendait à rejeter la définition du niveau par ce même Ouest: les travaux de K. Verdery<sup>4</sup> sur point sont tout à fait éclairants. L'historienne américaine montre que cette reconstruction culturelle

protochtoniste et autochtoniste qui est lancée dès 1974 a pour objet d'en finir avec une oppression insoutenable qui conduit les élites intellectuelles des pays périphériques à imiter des créations étrangères sans jamais prétendre au niveau de ces créations puisque les produits locaux ne seront que des copies de moindre diffusion. Le rejet de l'impérialisme culturel est synchronique du rejet de l'impérialisme économique. La quête va vers les origines et l'on en arrive à une ethnogénèse, vers les grands classiques de la littérature, vers les grands moments de l'Histoire et vers la relecture du patrimoine national: ces retours sont comme une accumulation de capital. C'est dans ces années 1980 que s'opère le retour à la littérature de l'entre-deux-guerres et la réhabilitation progressive de la figure du maréchal Antonescu comme grand patriote. L'expression des nationalismes à l'Est de l'Europe fut entendue, à tort, comme signe inéluctable d'une décommunisation: le Ceausescu de 1968 et les équipes qui l'entouraient n'allaient pas vers une adhésion aux valeurs de la démocratie occidentale, ils élaboraient comme le prouva le Congrès du parti en 1969 les modalités les meilleures pour le développement de la patrie socialiste.

Une telle construction socialiste et nationaliste inciterait à considérer que les autochtonistes bellicistes d'aujourd'hui ne sont que les héritiers des systèmes communistes des années 80: l'hypothèse serait vérifiée en Serbie, en Roumanie, en Ukraine, en Azerbaïdjan: tantôt les élites nationales-communistes ont conservé le pouvoir, tantôt les élites ex-communistes réformistes comme en Roumanie partagent ce pouvoir avec les nationaux-communistes d'hier. Iliescu et le FDSN semblent liés aux extrémistes du nationalisme et du socialisme et contraints d'osciller entre l'affirmation des valeurs et des réformes que l'Ouest réclame et la défense des traditions nationales anti-occidentales que le passé proche nourrit. Le président Iliescu trace, en juillet 93, une ligne de démarcation entre les autochtonistes fascistes de l'entre-deux-guerres et les nationaux communistes: il condamne la diffusion des traductions de "Mein kampf" et les rééditions d'écrits légionnaires, il se dresse contre les groupes d'inspiration légionnaire mais cette dénonciation est sélective et n'atteint pas les partis extrémistes de România Mare et du PSM. Dans le même temps, le journal de l'armée roumaine, "Armata României" célèbre Antonescu en rendant compte des rééditions de ces oeuvres considérées comme formatrices et bonnes inspiratrices d'une pédagogie patriotique. La composition d'un grand corps tel que l'Académie est révélatrice des permanences des directions idéologiques entre l'avant et l'après Ceausescu: les grands noms de la culture des années 1980 sont présents en 1993. Les blocages, les mobilisations d'aujourd'hui seraient le signe d'un néo-communisme persistant. En d'autres termes, la rupture avec le centre soviétique n'a pas entraîné le recentrage à l'Ouest. Ce recentrage est partiel, fragile, et pour certains analystes, tactique. Comment, dans le cas de la Roumanie, par exemple, peut-on à la fois proclamer une volonté d'intégration dans les structures de l'Ouest, d'intégration dans le système de défense de l'OTAN, de réception dans les instances du Conseil de l'Europe et laisser aller conjointement

les propos et les prises de position anti-occidentales; il faut croire que les élites sont divisées, les dirigeants ambivalents ou ballotés, que leur légitimité est faite de cette oscillation qui traduit toutes les ambiguïtés de choix non réalisés. Le double langage ne doit pas être systématiquement entendu comme mensonge mais comme produit d'une représentation identitaire monstrueuse qui associe l'idée du contrat de l'Etat/Nation libéral et l'organicité ethniciste.

Si les arguments anti-occidentaux persistent, si conservatoires des solidarités communistes antérieures demeurent, il est un facteur nouveau qui doit être pris en compte dans la libération des autochtonismes contemporains: l'anarchie résultant de la disparition des Etats-Partis. Les états libérés se sont en quelque sorte vidés de la légitimité que conférait le rapport Etat/parti et n'ont pas acquis une véritable légitimité nouvelle. Le Politique est suspect parce qu'il renvoie à l'idée du monopole au profit du parti, et parce qu'il éveille les images de la corruption du Politique à l'Ouest, des mensonges de la pseudo-démocratie dénoncée par le fascisme et par le communisme. La situation est complexe et le doute brouille toutes les cartes: que voulurent les peuples lassés par l'échec d'un système qui mentait? la liberté. Nul ne le conteste. Quelle représentation se faisaient-ils de cette liberté? Quelles sont les causes de l'actuel désenchantement qui conduit à une indifférence face au Politique, à l'abstention, à la fuite des élites dans l'exil, à un affairisme individualiste, ou enfin au recours du nationalisme comme espace de recomposition spirituelle, de revanche? L'essentiel de la démarche nationaliste contemporaine à l'Est est fait de nostalgie: nostalgie des paradis perdus de l'avant-guerre pour les uns, de l'ordre écroulé qui produisait des valeurs pour les autres au temps où cet ordre était bon. Le nationalisme conservateur des fascismes rejoint le nationalisme du ressentiment des orphelins du communisme contre l'Ouest qui, ayant beaucoup promis et peu réalisé, a pourtant relevé les défis lancés par Jdanov, Khrouchtchev... Les déçus sont nombreux. La désillusion et l'anarchie engendrent les spirales d'exclusion, une exclusion dont on veut croire qu'elle exprime l'avènement possible d'un ordre purifié, d'un autochtonisme ethniciste: les valeurs du sang et du territoire, les valeurs de l'appartenance religieuse retrouvent un sens là où les démocrates occidentalistes se taisent: il est très difficile de toucher au refuge patriotique. Le sens du recours à l'autochtonisme, comme exclusion de l'Autre qui incarne le mal, est perverti: historiquement, le plaidoyer pour une recomposition régionale autochtoniste à partir de communautés unifiées sur des territoires délimités est une trahison de la tradition dans un espace où les cultures et les populations se mêlèrent, dans une zone où l'origine des peuplements est incertaine et donc reconstruite par des narrations fondatrices romantiques, dans une région où les colonisations et les déplacements de population par les princes furent la coutume, où le tracé des frontières fut mobile, où les conversions - comme pour les musulmans de Bosnie - où les assimilations entraînèrent des mutations identitaires. Et pourtant, face à cette mystification autochtoniste, les occidentalistes se trouvent

dépourvus: ils ont émigré ou ont été forcés l'exil et ne sont plus des hommes de terrain; ils ont abdiqué la lutte ou furent très peu nombreux à lutter: dans l'un et l'autre cas, leur crédibilité est faible. Comme l'écrivait à l'automne 1992 pour la revue "l'Autre Europe" un proche conseiller d'Iliescu, en Roumanie, la dissidence est un mythe...

Les projets alternatifs sont inacceptables pour des populations qui veulent le changement sans le drame économique et social de cette transition qui impose une mutation radicale des modes de production. Pour sortir d'une situation que le libéral roumain Stelian Tanase qualifie de marasme, certains optent pour des gestes radicaux, pour une condamnation qui poserait enfin l'inaugural: le parlement tchèque vote en juillet 93 une loi qui déclare le régime communiste de 1948 à 1989 comme illégitime... L'unique mode d'action des occidentalistes est de pousser l'ancrage l'Ouest, sans retour possible. Mais cet ancrage suppose la réalisation de conditions que les autochtonistes dénoncent... Le grand reproche à l'adresse des occidentalistes réside précisément dans cette politique d'ouverture à l'Ouest pense comme choix aliénant de dépendance: n'est t-on pas en train de revivre aujourd'hui au sein de sociétés telle que la société roumaine les termes du débat qui se posa en France en 1946-1949 dans la conduite à suivre dans les relations avec les Etats-Unis? La grande force des autochtonistes est d'assurer la possibilité de l'exercice d'une liberté souveraine: or cette liberté est entravée et à moyen terme, condamnée. La non puissance militaire, la faiblesse économique imposent la loi du marché, d'une part et conduit à des regroupement régionaux d'autre part. Certaines coopérations sont choisies, d'autres seront imposées: la situation actuelle peut être décrite comme une phase de tension entre l'éclatement tant rêvé pour accéder à l'ordre pur, et une dynamique de regroupement incertaine encore dans ses formes: les puissances régionales, Turquie, Iran, Russie opèrent une politique des petits pas, mises en garde... Les Etats-Unis opèrent une politique analogue de petits pas, signaux, menaces: comme si la rationalité de la non guerre tenue pendant plus de 40 ans de guerre froide voulait faire croire que les guerres chaudes qui se déroulent n'ont pas de réalité... Comme si l'échec du communisme laissait nécessairement la victoire à l'Occident alors que les constructions autochtonistes sont des instruments de négation et de destruction de la philosophie libérale qui légitime le Droit international.

1 Sur les composantes du nationalisme des années 1848, voir en particulier Z. Tordai, *Conscience nationale hongroise et populisme* dans "Populismes: restauration et utopie", INALCO, 1987.

2 Sur l'héritage de la révolution de 1848, C. Durandin, *Révolution à la française ou à la russe*, P.U.F., Paris, 1990.

3 Sur le système Ceausescu, C. Durandin, *Ceausescu, vérités et mensonges d'un roi communiste*, Paris, Albin Michel, 1990.

4 Voir en particulier, K. Verdery, *Romanian protochronism*, dans *Temps et changement dans l'espace roumain*, Iassi, 1991.